

LETTRE D’AFFIRMATION COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES IFRS

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Agili(3f)
69 boulevard des Canuts
69004 Lyon

Paris, le 8 septembre 2025

Période du 1 janvier 2025 au 30 juin 2025

Cette lettre vous est adressée en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de ABIVAX SA afférents à la période du 1 janvier 2025 au 30 juin 2025 (ci-après les "Etats Financiers") établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire (ci-après "le Référentiel"). Ces Etats Financiers font apparaître à cette date des capitaux propres négatifs de 48 280 261 euros y compris une perte de 100 783 819 euros.

En tant que responsables de l'établissement des Etats Financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, nous vous confirmons ci-après, en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission:

1. Les Etats Financiers ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 4 septembre 2025 conformément au Référentiel décrit dans les notes aux Etats Financiers.
2. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre. Nous vous avons communiqué tout changement significatif effectué dans nos process, contrôles, politiques et procédures sur notre système de contrôle interne.
3. Nous avons pris connaissance de l'état, joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'examen limité et non corrigées. Nous considérons que ces anomalies, seules ou cumulées, ne sont pas significatives au regard des Etats Financiers pris dans leur ensemble.
4. Nous n'avons pas connaissance de faiblesses significatives du contrôle interne ou de déficiences majeures autres que celles que nous vous avons déjà signalées : une

défaillance majeure de contrôle interne a été identifiée. Cette défaillance est liée à l'absence de formalisation des activités de contrôle, au manque de documentation des procédures, à l'absence de ressources disposant de la qualification requise et de l'expérience nécessaire en matière de contrôle interne. Cette défaillance n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers, mais elle pourrait entraîner des inexactitudes significatives sur les états financiers et avoir une incidence sur la capacité de la société à se conformer aux exigences applicables en matière d'information financière.

5. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement autre que ceux déjà pris en compte, survenu depuis la date de clôture du semestre et qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans les notes aux Etats Financiers et/ou dans le rapport semestriel d'activité.
6. Nous avons mis à votre disposition tous les documents comptables, les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les Etats Financiers, les procès-verbaux des assemblées générales et des réunions des organes sociaux tenues au cours du semestre et jusqu'à la date de cette lettre. Nous n'avons connaissance d'aucun rapport, avis, ou position émanant d'organismes de contrôle ou de tutelle dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur les Etats Financiers.
7. Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein du groupe que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'examen limité.
8. Nous vous avons informés de l'utilisation de tous outils ou applications utilisant l'intelligence artificielle, y compris l'IA générative, qui pourraient raisonnablement avoir une incidence directe ou indirecte significative sur les Etats Financiers.
9. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun élément susceptible de remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation.
10. Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les Etats Financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes.



Nous n'avons pas connaissance de :

- a. fraudes suspectées ou avérées impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne ou d'autres personnes dès lors que la fraude est susceptible d'entraîner des anomalies significatives dans les Etats Financiers ;
- b. allégations de fraude susceptibles d'avoir un impact sur les Etats Financiers provenant d'employés, d'anciens employés, d'analystes, de régulateurs ou d'autres personnes.

11. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans le groupe, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les Etats Financiers.
12. Toutes les opérations du semestre et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat ont été enregistrées et correctement traduites dans les Etats Financiers, notamment les conséquences directes et indirectes induites par la situation en Ukraine et par les sanctions prises à l'égard de la Russie et de la Biélorussie pour lesquelles nous confirmons en particulier avoir pris les mesures appropriées destinées à respecter les mesures restrictives (gel des avoirs, embargos ...) qui nous sont applicables.
13. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, notamment au titre de la situation en Ukraine et des conséquences directes et indirectes induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie et de la Biélorussie, autre que ceux déjà pris en compte, survenu depuis la date de clôture de la période qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans les notes aux Etats Financiers et/ou dans le rapport semestriel d'activité.
14. Les scénarios présentés et les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables, y compris les évaluations à la juste valeur et les pertes de crédit attendues, nous paraissent raisonnables, tiennent compte de toutes les informations dont nous disposons et reflètent nos intentions ainsi que la capacité du groupe, à la date d'établissement Etats Financiers par le conseil d'administration à mener à bien les actions envisagées. Nous n'avons pas connaissance d'éléments qui seraient de nature à remettre en cause les scénarios présentés et les hypothèses retenues.
15. S'agissant des risques climatiques, nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance et compte tenu des engagements pris par le groupe que:
 - a) Nous les avons pris en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et toutes les informations nécessaires à la compréhension des liens avec les informations présentées dans les autres supports de communication ; et
 - c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les engagements annoncés ainsi que les informations présentées dans le rapport semestriel d'activité.

16. S'agissant des conditions macroéconomiques (évolutions de l'inflation, des taux d'intérêt, des coûts de matières premières et de l'énergie, des pénuries, de la volatilité des taux de change), nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance que:
- a) Nous les avons prises en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b) Le cas échéant, les notes aux Etats Financiers présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et
 - c) Les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les informations présentées dans les autres communications (communiqués de presse, rapport de gestion, etc.).
17. Tous les passifs et passifs éventuels dont nous avons connaissance sont inclus dans les Etats Financiers. Nous confirmons avoir pris en compte, les risques climatiques, au mieux de notre connaissance, ainsi que les éventuels engagements pris par le groupe dans l'évaluation des provisions.
18. L'information que nous vous avons fournie sur l'identité des parties liées ainsi que sur les relations et transactions avec celles-ci est exhaustive. Leur traitement comptable, y compris l'information donnée dans les notes aux Etats Financiers, est conforme au Référentiel. L'information donnée dans le rapport semestriel d'activité est conforme aux dispositions de l'article R.451-2 du code monétaire et financier.
19. Nous vous avons signalé tous les incidents de cyber sécurité susceptibles d'avoir un impact significatif sur les Etats Financiers..

Depuis le début de l'exercice jusqu'à la date de la présente lettre, nous vous avons communiqué, au mieux de notre connaissance, (1) tout accès non autorisé à nos systèmes d'information qui a eu lieu ou a probablement eu lieu, ainsi que les rapports qui nous ont été transmis par des tiers (y compris des organismes de régulation et de contrôles ou des consultants en sécurité), dans la mesure où de tels accès non autorisés à nos systèmes d'information sont susceptibles d'avoir, individuellement ou collectivement, une incidence significative sur les Etats Financiers, et (2) tout attaque de rançongiciel (ransomware) pour laquelle nous avons payé, ou envisageons de payer, une rançon, quel qu'en soit le montant.

<p>Le Directeur Général Marc de Garidel September 8, 2025</p> <p>Signed by: <i>Marc de Garidel</i></p> <p> Signer Name: Marc de Garidel</p>	<p>Le Directeur Financier Didier Blondel September 8, 2025</p> <p>Signed by: <i>Didier, Bruno BLONDEL</i></p> <p> Signer Name: Didier, Bruno BLONDEL</p>
--	---

ANNEXE A LA LETTRE D’AFFIRMATION RELATIVE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS DE LA PERIODE DU 30 juin 2025

> Etat des anomalies relevées et non corrigées ayant un impact sur les Etats Financiers de la période du 30 juin 2025

Uncorrected misstatements – Proposed Adjustments - Impact on dr(cr) in th. €		BALANCE SHEET					INCOME	
SUM #	Description	Assets		Liabilities		Retained Earnings	Income	Expense
		Current	Non-Current	Current	Non-Current			
1	FY2022 Research Tax Credit - Tax risk provision				(1,575)	1,575		
2	ADS program FY2024 Income to be recorded - from Oct. to Dec.	419				(419)		
3	ADS program FY2024 Citibank - reclassification of the deposit	380	(380)					
4	IFRS 2 - 2025 Free share plans					(940)		940
	Total adjustments	799	(380)	-	(1,575)	216		940
		0.90%	1.11%		2.8%	0.10%		0.90%

> Material Weaknesses

Des faiblesses dans le contrôle interne ont été identifiées lors de la préparation des états financiers intermédiaires au 30 juin 2025 et pour les exercices clos les 31 décembre 2022, 2023 et 2024 ainsi qu’au 30 juin 2023 et 2024 et au 31 mars 2025. Ces faiblesses concernent l’évaluation des risques, les processus documentés, les contrôles et les procédures de revue, en raison d’un manque de personnel qualifié.

En réponse à ces déficiences identifiées, la direction a mis en places certaines actions visant à renforcer le contrôle interne durant l’année prenant fin au 31 décembre 2024.

Les actions consistent, mais ne se limitent pas, aux actions suivantes :

Renforcement des ressources financières et comptables :

- Recrutement d’un SVP Finance aux États-Unis, expérimenté dans l’industrie des sciences de la vie et les sociétés cotées américaines (SOX) ;
- Embauche de personnel qualifié ;
- Programme d’intégration structuré.

Avec l’aide de conseillers externes, le groupe est en cours d’implémentation des contrôles internes relatifs au reporting financier :

- Mise en œuvre de mesures avec l’aide de conseillers externes ;
- Évaluation des risques dans tous les domaines ;
- Conception et mise en œuvre de processus et contrôles (séparation des tâches, procédures d’approbation, rapprochements) ;
- Amélioration des systèmes d’information et formation du personnel.

Au 31 décembre 2024, bien que des progrès significatifs aient été réalisés, les faiblesses n’ont pas encore été entièrement corrigées. La direction et le comité d’audit poursuivent les actions correctives.